



# Mandat privé de rendement prudent Dynamique

## Rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds

Pour la période close le 31 décembre 2023

Le présent rapport intermédiaire de la direction sur le rendement du Fonds contient les principales données financières du Fonds, mais ne contient pas ses états financiers intermédiaires ni ses états financiers annuels. Vous pouvez obtenir sans frais un exemplaire des états financiers intermédiaires ou des états financiers annuels en composant le 1-800-268-8186 (sans frais), en consultant notre site Web à l'adresse [www.dynamique.ca](http://www.dynamique.ca) ou celui de SEDAR+ à l'adresse [www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca), ou en nous écrivant à l'adresse suivante : 40 Temperance Street, 16th Floor, Toronto (Ontario) M5H 0B4.

Les porteurs de titres peuvent également communiquer avec nous de la même façon afin d'obtenir un exemplaire des politiques et procédures relatives aux votes par procuration, du dossier de vote par procuration ou de l'information trimestrielle sur le portefeuille du fonds d'investissement.

Gestion d'actifs 1832 S.E.C. est le gestionnaire (le « gestionnaire ») du Fonds. Dans le présent document, les termes « nous », « notre », « nos » et « gestionnaire » désignent Gestion d'actifs 1832 S.E.C., et le terme « Fonds » désigne le Mandat privé de rendement prudent Dynamique.

Dans le présent document, les termes « valeur liquidative » et « valeur liquidative par part » désignent la valeur liquidative établie aux termes de la partie 14 du *Règlement 81-106 sur l'information continue des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-106 »), et les termes « actif net » et « actif net par part » désignent le total du capital ou l'actif net attribuable aux porteurs de parts du Fonds établi aux termes des normes IFRS de comptabilité.

### Mise en garde relative aux énoncés prospectifs

Certaines rubriques du présent rapport, notamment la rubrique « Événements récents », peuvent contenir des énoncés prospectifs concernant le Fonds et les fonds sous-jacents (le cas échéant), y compris des énoncés relatifs à leur stratégie, à leurs risques, à leur rendement prévu, à leur situation et aux événements. Les énoncés prospectifs comprennent des énoncés de nature prévisionnelle qui dépendent de conditions ou d'événements futurs ou qui s'y rapportent, ou qui contiennent des termes comme « prévoir », « s'attendre à », « compter », « planifier », « croire », « estimer », « projeter » ainsi que d'autres termes semblables ou les formes négatives de ces termes.

En outre, tout énoncé concernant le rendement futur, les stratégies ou les perspectives, ainsi que les mesures futures que pourrait prendre le Fonds, est également considéré comme étant un énoncé prospectif. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les prévisions et les projections actuelles à l'égard d'éléments généraux futurs concernant l'économie, la politique et les marchés,

comme les taux d'intérêt, les taux de change, les marchés boursiers et financiers et le contexte économique général; dans chaque cas, on suppose que les lois et règlements ainsi que les impôts applicables ne font l'objet d'aucune modification. Les prévisions et les projections ayant trait à des événements futurs sont fondamentalement exposées, entre autres, à des risques et incertitudes, dont certains peuvent être imprévisibles. Par conséquent, les hypothèses relatives à la conjoncture économique future et à d'autres facteurs peuvent se révéler inexactes à une date ultérieure.

Les énoncés prospectifs ne constituent pas des garanties du rendement futur; et les résultats et événements réels pourraient différer sensiblement de ceux mentionnés de manière implicite ou explicite dans tout énoncé prospectif du Fonds. Divers facteurs importants peuvent expliquer ces écarts, notamment la conjoncture économique et politique et les conditions des marchés en Amérique du Nord et à l'échelle internationale, comme les taux de change et les taux d'intérêt, les activités des marchés boursiers et financiers mondiaux, la concurrence, les changements technologiques, l'évolution des relations entre gouvernements, les procédures judiciaires ou réglementaires inattendues et les catastrophes. Nous insistons sur le fait que la liste de facteurs importants qui précède n'est pas exhaustive. Certains de ces risques et incertitudes et d'autres facteurs sont décrits dans le prospectus simplifié du Fonds sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Nous invitons le lecteur à considérer avec une attention particulière ces facteurs, entre autres, avant de prendre une décision de placement. Nul ne devrait se fier outre mesure aux énoncés prospectifs. De plus, il importe de savoir que le Fonds n'a pas l'intention de mettre à jour les énoncés prospectifs à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autres, avant la publication du prochain rapport de la direction sur le rendement du Fonds, et que les énoncés prospectifs ne s'appliquent qu'en date du présent rapport de la direction sur le rendement du Fonds.

### Résultats d'exploitation

Pour la période de six mois close le 31 décembre 2023 (la « période »), les parts de série A du Fonds ont généré un rendement total de 4,3 %. Les rendements du Fonds sont présentés déduction faite des frais de gestion et des charges de toutes les séries, contrairement à la performance de l'indice de référence du Fonds, qui ne comporte ni frais ni charges. Le rendement des autres séries du Fonds est semblable à celui de la série A, et tout écart de rendement entre les séries résulte essentiellement des différences entre les frais de gestion, les charges d'exploitation

et les autres charges imputables à chaque série. Voir la rubrique « Rendement passé » pour le rendement des autres séries du Fonds.

Au cours de la même période, les indices de référence généraux du Fonds, l'indice des obligations universelles FTSE Canada et l'indice Solactive GBS Developed Markets ex North America Large & Mid Cap (en CAD), ont affiché des rendements respectifs de 4,1 % et de 5,4 %. Conformément au Règlement 81-106, nous avons établi une comparaison avec les indices généraux afin de vous aider à comprendre le rendement du Fonds par rapport à celui de l'ensemble du marché, mais nous tenons à préciser que le mandat du Fonds peut différer considérablement de celui des indices présentés.

Au cours de la même période, l'indice de référence mixte du Fonds, composé à 7,5 % de l'indice composé S&P/TSX, à 15 % de l'indice Solactive GBS Developed Markets ex North America Large & Mid Cap (en CAD), à 7,5 % de l'indice S&P 500 (en CAD) et à 70 % de l'indice des obligations universelles FTSE Canada, a dégagé un rendement de 4,7 %. Nous avons inclus cette comparaison, qui reflète plus fidèlement les secteurs du marché et/ou les classes d'actifs dans lesquels le Fonds investit, afin de fournir une comparaison plus utile de la performance du Fonds.

En vue de réaliser son objectif de répartition de l'actif à long terme, le Fonds a investi directement dans un ou des fonds gérés par le gestionnaire ou par d'autres gestionnaires de placements (les « fonds sous-jacents »). Par conséquent, les commentaires suivants sur l'activité du portefeuille de placement ont trait au ou aux fonds sous-jacents. Les commentaires sur les revenus, les dépenses et l'activité des détenteurs de parts concernent le Fonds. Au cours de la période, le Fonds a affiché un rendement conforme à celui de son indice de référence mixte, principalement en raison du rendement moyen pondéré combiné des titres sous-jacents : Stratégies actives de crédit Dynamique, Mandat privé actif d'obligations de base Dynamique, Mandat privé tactique d'obligations Dynamique, Mandat privé de dividendes nord-américains Dynamique et Mandat privé de dividendes internationaux Dynamique.

Le marché obligataire canadien, représenté par l'indice des obligations universelles FTSE Canada, a terminé en hausse de 4,1 % pour la période de 6 mois se terminant le 31 décembre 2023, alors que les banques centrales ont commencé à interrompre leurs programmes de relance. En octobre, le rendement des obligations du gouvernement du Canada à 10 ans a atteint son niveau le plus élevé en 16 ans, stimulé par de nombreux facteurs, dont la solidité des données sur l'emploi et la possibilité de nouvelles hausses de taux. À partir de ces sommets, une remontée massive a poussé les rendements des obligations à 10 ans, à 3,1 %. La Banque du Canada a relevé son taux directeur de 25 points de base en juillet, mais a suspendu son programme de relèvement des taux pour le reste de l'année, de nombreux investisseurs s'attendant à des réductions en 2024.

Aux États-Unis, le rendement des bons du Trésor à 10 ans a affiché une tendance haussière en octobre, avant de chuter brusquement au deuxième semestre, terminant l'année à 3,9 %. La Réserve fédérale a haussé les taux une fois en juillet, mais a maintenu son taux directeur à 5,25-5,50 % pour le reste de l'année.

Les écarts de taux des titres de qualité et des titres à rendement élevé, mesurés par les indices d'écarts corrigés en fonction des options ICE BofA Canadian Corporate et ICE BofA U.S. Corporate, se sont redressés au début de la période avant de s'élargir en octobre pendant la crise au Moyen-Orient. Les écarts se sont ensuite rétrécis de novembre à la fin de l'exercice.

Les stratégies actives de crédit Dynamique ont affiché un rendement supérieur à l'indice de référence mixte pour la période. Le rendement général peut être attribué à une large surpondération du crédit par rapport à l'indice de référence, à l'allocation stratégique aux secteurs bénéficiant d'un environnement inflationniste, à la sélection du crédit et à l'absence d'exposition aux émetteurs du secteur de la consommation discrétionnaire dont les profils financiers sont fragilisés. Tout d'abord, une surpondération a été maintenue dans les secteurs qui ont bénéficié d'un environnement inflationniste, tels que l'énergie et l'exploitation minière. Cette allocation stratégique a permis de tirer parti de l'alignement des parties prenantes, de profils de bénéfices solides et d'activités de réduction de la dette grâce à la génération de flux de trésorerie disponibles. Ces secteurs ont affiché de bons résultats au cours de la période, contribuant ainsi à la stratégie de rendement. Deuxièmement, cette stratégie a sous-pondéré le secteur de la consommation discrétionnaire et les émetteurs pour lesquels notre processus de recherche fondamentale a mis en évidence une détérioration des bilans. Cette décision était fondée sur une perte de confiance dans la trajectoire des bénéfices des émetteurs exposés aux dépenses de consommation discrétionnaire et sur le fardeau croissant de la hausse des taux d'intérêt pour les émetteurs qui ont un effet de levier excessif. Les fluctuations des taux de change n'ont pas eu d'impact sur le rendement, car l'exposition au risque de change est entièrement couverte, ce qui permet de maintenir l'accent sur la génération de rendements à partir de la stratégie de placement de base. À la fin de la période, le rendement à l'échéance était de 6,10 %, tandis que la durée financière des taux d'intérêt était de 4,96 ans.

Le rendement du Mandat privé actif d'obligations de base Dynamique a été conforme à celui de son indice de référence pour la période. Une surpondération des obligations à rendement réel aurait été préjudiciable, car les attentes du marché en matière de modération de l'inflation ont entraîné un rétrécissement des seuils de rentabilité des obligations à rendement réel au cours de la période. Une pondération supérieure à celle de l'indice de référence a contribué au rendement, les obligations de sociétés ayant surclassé les obligations d'État. Une position à courte durée financière aurait contribué à la première moitié de la période à mesure que les rendements augmentaient, mais elle aurait nui à la baisse des rendements au cours du dernier trimestre. La stratégie était positionnée pour un aplatissement de la courbe des taux, ce qui s'est avéré décevant lorsque la courbe des taux s'est accentuée. La durée financière a été gérée activement tout au long de la période et a été ramenée d'une position courte à une position plus neutre par rapport à l'indice de référence vers la fin de l'année. La stratégie maintient une surpondération du crédit par rapport à l'indice de référence, bien qu'elle ait été réduite depuis le début de la période, car nous avons pris quelques bénéfices.

Le Mandat privé tactique d'obligations Dynamique a affiché un rendement inférieur à son indice de référence pour la période. Une durée financière plus courte que celle de l'indice de référence a été un facteur positif au cours de la première moitié de la période, lorsque les rendements ont augmenté, mais elle a été un facteur négatif lorsque les rendements ont baissé au quatrième trimestre. La surpondération de la durée financière américaine en octobre a été un facteur négatif, les États-Unis s'étant fortement repliés. La stratégie a bénéficié d'un élargissement des écarts de crédit dans le contexte d'une volatilité accrue des marchés au T3, car nous étions positionnés de manière plus courte en ce qui concerne le crédit. La position longue de la stratégie sur le CDX en décembre a pesé sur le rendement en raison de la compression des écarts de crédit. La pondération des titres provinciaux a été ramenée de 26 % à 19 % en août, le mois de septembre étant historiquement plus volatil dans ce secteur. La durée financière a été gérée activement au cours de la période, restant courte au T3 mais dépassant l'indice de référence pour la première fois en un an en octobre. La durée financière a été réduite de nouveau au T4 et a terminé la période à 5,2 ans. La protection CDX a été retirée en octobre et a été progressivement réintégrée, les écarts s'étant resserrés à la fin de l'année.

Les actions mondiales ont progressé au cours de la période de 6 mois, l'indice MSCI Monde (en CAD) ayant affiché un rendement de 7,3 %. Pendant le second semestre de l'année, les grandes banques centrales du monde entier ont montré qu'elles avaient gagné la bataille pour ramener l'inflation près de leur(s) fourchette(s) cible(s). Des conditions monétaires serrées ont augmenté les probabilités d'une récession cette année. Cependant, l'inflation dans les pays développés a plus que diminué de moitié, tandis que la croissance est demeurée résiliente et que la récession, dont bien des gens se sont inquiétés, ne s'est jamais produite.

Les investisseurs s'attendent à ce que les grandes banques centrales passent d'une position « ferme » à une position plus « souple ». En réalité, le gouverneur de la Réserve fédérale américaine (la « Fed »), M. Powell, a indiqué que la Fed avait conscience du risque de maintenir les taux d'intérêt à des niveaux restrictifs pendant trop longtemps. M. Powell a ajouté : « Vous ne voulez pas attendre d'atteindre [une inflation de] 2 % pour réduire les taux. Il serait trop tard. En novembre, l'inflation aux États-Unis s'est établie à 3,1 %, soit près de son taux cible de 2 %. Les investisseurs ont été très heureux d'apprendre cette nouvelle, ce qui a donné lieu à une reprise pour Noël au quatrième trimestre, l'indice MSCI Monde (en CAD) ayant affiché un rendement de 9,1 %.

Dix des 11 secteurs de la classification Global Industry Classification Standard (« GICS ») affichent des rendements positifs au cours de la période de 6 mois, les services financiers, les services de communication et les technologies de l'information ayant le plus contribué au rendement de l'indice. Les secteurs les moins performants ont été les biens de consommation de base, les services publics et les soins de santé.

Le Mandat privé de dividendes nord-américains Dynamique a affiché un rendement inférieur à son indice de référence mixte au cours de la période. Cette évolution s'explique principalement

par la sous-pondération du portefeuille et la sélection des titres dans le secteur des technologies de l'information, ainsi que par la sélection des titres dans le secteur des services aux collectivités. Si les technologies de l'information figurent parmi les principales pondérations sectorielles de la stratégie, le portefeuille est sous-pondéré par rapport à l'indice de référence mixte, compte tenu de la concentration du marché dans ce secteur. En outre, la performance du secteur a été tirée par un sous-ensemble concentré de noms, dont beaucoup ne versent pas de dividendes pour répondre au mandat de la stratégie. Dans le secteur des services aux collectivités, les positions axées sur les énergies renouvelables ont pesé sur le rendement au cours de la période. Le portefeuille a investi des liquidités de façon constante tout au long de la période, pour clôturer près d'être entièrement investi. Les secteurs cycliques, notamment l'énergie, les services de la finance et les industries, ont enregistré les plus fortes hausses. Dans les secteurs défensifs, le portefeuille a également ajouté des titres du secteur de l'immobilier et réduit ceux des services aux collectivités. Les valeurs financières ont été la principale contribution du portefeuille, étant à la fois le secteur le plus pondéré dans la stratégie globale et le plus performant. Bien que la reprise des banques canadiennes ait contribué au rendement, les titres de la banque américaine JP Morgan & Chase et du gestionnaire canadien d'actifs non traditionnels Brookfield ont été les plus performants. Les secteurs des biens de consommation discrétionnaire et de l'énergie ont également affiché un rendement remarquable, Canadian Natural Resources ayant été le principal artisan du rendement du portefeuille. Entre-temps, le secteur des services aux collectivités est celui qui a le plus affecté négativement le rendement, en raison de son allocation dans les services aux collectivités d'énergie renouvelable. Les trois titres qui ont le plus affecté négativement le rendement sont tous ceux du secteur, notamment Innergex énergie renouvelable, NextEra Energy et Brookfield Infrastructure Partners. Les placements dans les matériaux et les biens de consommation de base ont également légèrement reculé au cours de la période.

Le Mandat privé de dividendes internationaux Dynamique a produit un rendement positif, qui a également affiché un rendement supérieur à son indice de référence pour la période. Les principales contributions au rendement ont été les stratégies de répartitions aux secteurs des matériaux et de la finance. Les répartitions du Fonds aux secteurs de la consommation de base et de l'industrie ont été les principaux obstacles. Parmi les principaux contributeurs individuels de la période figurent Qualitas Controladora, Admiral Group, Gjensidige Forsikring (secteur financier), Dometic (consommation discrétionnaire), Bechtel (technologies de l'information), Kuehne + Nagel International, (industrie), Rio Tinto, Stora Enso et Grupo Mexico (matériaux). Les positions individuelles de la période qui ont affecté le rendement comprennent DSV (industrie), Brembo, LVMH, Nestlé, Evolution Gaming Group, Alibaba (consommation discrétionnaire) et Anglo American (matériaux). Le fonds demeure bien diversifié sur le plan géographique, le Royaume-Uni, Singapour, l'Allemagne et le Mexique représentant les pondérations les plus importantes.

La valeur liquidative du Fonds a augmenté, passant de 654,7 millions de dollars au 30 juin 2023 à 672,7 millions de dollars au 31 décembre 2023. Cette variation s'explique par des

gains sur les placements de 27,6 millions de dollars, par des distributions en trésorerie de 1,1 million de dollars et par des rachats nets de 8,5 millions de dollars. Les résultats des placements du Fonds comprennent des revenus et des charges qui fluctuent d'un exercice à l'autre. Les revenus et les charges du Fonds ont varié par rapport à l'exercice précédent, principalement du fait des variations de l'actif net moyen, de l'activité du portefeuille et des changements dans les placements productifs de revenu.

Certaines séries du Fonds peuvent, le cas échéant, verser des distributions selon un taux établi par le gestionnaire. Si le montant global des distributions versées par une série est supérieur à la tranche du revenu net et des gains en capital nets réalisés attribuée à la série en question, l'excédent constitue un remboursement de capital. Le gestionnaire estime que ce remboursement de capital n'a pas d'incidence importante sur la capacité du Fonds à mettre en œuvre sa stratégie de placement ou à atteindre ses objectifs de placement.

### Événements récents

Aucun événement récent n'a eu ou n'est susceptible d'avoir une incidence importante sur le Fonds.

### Opérations avec des parties liées

Le gestionnaire est une filiale en propriété exclusive de La Banque de Nouvelle-Écosse (la « Banque Scotia »). La Banque Scotia détient aussi, directement ou indirectement, 100 % du courtier en fonds communs de placement Placements Scotia Inc. et du courtier en placement Scotia Capitaux Inc. (qui comprend les entités ScotiaMcLeod et Scotia iTRADE).

Le gestionnaire peut effectuer des opérations ou conclure des accords au nom du Fonds avec d'autres membres de la Banque Scotia ou certaines sociétés affiliées ou rattachées au gestionnaire (chacune une « partie liée »). Toutes les opérations entre le Fonds et les parties liées sont conclues dans le cours normal des activités et dans des conditions de concurrence normales.

Cette rubrique a pour but de décrire brièvement toutes les opérations du Fonds avec des parties liées.

### Frais de gestion

Le gestionnaire est responsable de la gestion et des activités courantes du Fonds. Certaines séries du Fonds paient des frais de gestion au gestionnaire en contrepartie des services décrits à la rubrique « Frais de gestion » du présent document. Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois.

### Frais d'administration à taux fixe et frais du Fonds

Le gestionnaire assume les charges d'exploitation du Fonds autres que les frais du Fonds. En contrepartie, le Fonds paie au gestionnaire des frais d'administration à taux fixe (les « frais d'administration à taux fixe ») à l'égard de chaque série du Fonds. Ces frais d'administration à taux fixe sont présentés dans les états financiers du Fonds. Les frais d'administration à taux fixe

correspondent à un pourcentage déterminé de la valeur liquidative d'une série du Fonds, et ils sont calculés et payés de la même façon que les frais de gestion du Fonds. De plus amples renseignements sur les frais d'administration à taux fixe sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

En outre, chaque série du Fonds est responsable du paiement de sa quote-part de certaines charges d'exploitation du Fonds (les « frais du Fonds »). De plus amples renseignements sur les frais du Fonds sont fournis dans le prospectus simplifié du Fonds le plus récent.

Le gestionnaire peut, à son gré, abandonner ou absorber une partie des charges d'une série du Fonds. Il peut également cesser sans préavis ces abandons ou absorptions en tout temps.

### Services de placement

Certains courtiers inscrits qui distribuent les parts du Fonds sont des parties liées au Fonds et au gestionnaire. Le gestionnaire peut verser une commission de suivi aux courtiers, qui est négociée avec ces derniers et dont le montant varie selon les actifs que leurs clients ont investis dans le Fonds. Au cours de la période, le gestionnaire pourrait également leur verser des commissions de suivi sur les titres achetés ou détenus au moyen d'un compte de courtage réduit.

### Autres frais

Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent recevoir des commissions ou réaliser des gains dans le cadre de différents services offerts au Fonds ou de différentes opérations effectuées avec celui-ci, comme des opérations bancaires et des opérations de courtage, de change ou sur instruments dérivés. Le gestionnaire ou ses sociétés affiliées peuvent réaliser un gain de change lorsque les porteurs de parts procèdent à des échanges de parts entre des séries libellées dans des monnaies différentes.

### Comité d'examen indépendant

Conformément au *Règlement 81-107 sur le comité d'examen indépendant des fonds d'investissement* (le « Règlement 81-107 »), le gestionnaire a nommé un comité d'examen indépendant (le « CEI ») dont le rôle est d'examiner, le cas échéant, certains cas de conflits d'intérêts soumis par le gestionnaire au nom du Fonds et de formuler des recommandations ou d'approuver la marche à suivre. Le CEI a la responsabilité de surveiller, conformément au Règlement 81-107, les mesures prises par le gestionnaire lorsque celui-ci est en situation de conflit d'intérêts réel ou perçu.

Le CEI peut également approuver certaines fusions entre le Fonds et d'autres fonds et tout changement d'auditeur du Fonds. Sous réserve des dispositions légales sur les sociétés et les valeurs mobilières, l'autorisation des porteurs de titres ne sera pas sollicitée dans de tels cas, mais un avis écrit leur sera envoyé au moins 60 jours avant la date d'effet d'une fusion ou d'un changement d'auditeur. Pour certaines fusions, l'approbation des porteurs de titres devra toutefois être obtenue.

Le CEI est composé de quatre membres – Stephen J. Griggs (président), Steven Donald, Heather A. T. Hunter et Jennifer L. Witterick – tous indépendants du gestionnaire.

Chaque exercice, le CEI prépare et soumet un rapport aux porteurs de titres décrivant son organisation et ses activités et contenant une liste exhaustive de ses directives permanentes. Celles-ci permettent au gestionnaire d'intervenir de façon continue à l'égard d'une situation de conflit d'intérêts précise à condition qu'il respecte les politiques et procédures applicables à ce type de situation et qu'il rende régulièrement des comptes à ce sujet au CEI. Ce rapport peut être obtenu gratuitement auprès du gestionnaire ou sur son site Web.

La rémunération du CEI et ses frais raisonnables sont prélevés sur l'actif du Fonds et l'actif des autres fonds d'investissement pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. Chaque membre du CEI reçoit une provision d'honoraires annuelle de 62 000 \$ (77 000 \$ pour le président), en plus du remboursement de ses dépenses pour chaque réunion. La rémunération et les dépenses des membres du CEI, en plus des frais juridiques associés, ont été répartis d'une manière jugée juste et raisonnable par le gestionnaire entre les Fonds pour lesquels le CEI agit à titre de comité d'examen indépendant. La rémunération est essentiellement constituée de la provision d'honoraires annuelle. Les frais du CEI peuvent inclure des primes d'assurance, des frais de déplacement et des débours raisonnables.

Le CEI a donné les directives permanentes suivantes au gestionnaire relativement aux opérations du Fonds avec des parties liées :

- paiement de commissions et de marges de courtage pour l'exécution d'opérations sur titres à une partie liée qui agit en tant que placeur pour compte et placeur principal pour le compte du Fonds;
- achat ou vente de titres d'un émetteur auprès d'un autre fonds de placement ou à un autre fonds de placement géré par le gestionnaire;

- investissement dans des titres d'émetteurs pour lesquels une partie liée a agi à titre de preneur ferme pour le placement de ces titres et pendant les 60 jours suivant la clôture de ce placement;
- exécution d'opérations de change avec une partie liée pour le compte du Fonds;
- achat de titres d'un émetteur étant une partie liée;
- passation de contrats d'instruments dérivés hors cote au nom du Fonds avec une partie liée;
- externalisation à des parties liées de produits ou de services pouvant être facturés au Fonds;
- acquisition de titres interdits tels qu'ils sont définis dans la réglementation sur les valeurs mobilières;
- conclusion d'opérations hypothécaires avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier désigné avec une partie liée;
- conclusion d'une convention de courtier principal avec une partie liée.

Le gestionnaire doit informer le CEI de tout manquement à l'une des exigences des directives permanentes. Celles-ci stipulent notamment que la décision de placement relative à une opération avec une partie liée : a) doit être prise par le gestionnaire sans aucune influence de la part d'une entité liée au gestionnaire et sans tenir compte d'aucune société associée ou affiliée au gestionnaire, b) doit représenter l'appréciation professionnelle du gestionnaire sans aucune autre considération que l'intérêt du Fonds et c) doit être prise conformément aux politiques et aux procédures écrites du gestionnaire. Les opérations exécutées par le gestionnaire dans le cadre des directives permanentes sont par la suite examinées par le CEI pour un contrôle de conformité.

Au cours de la période, le gestionnaire n'a exécuté aucune des opérations visées par ces directives.

## Faits saillants financiers

Les tableaux qui suivent présentent les principales informations financières de chaque série du Fonds et ont pour but d'aider le lecteur à comprendre ses résultats pour les périodes indiquées. Ces données sont fournies conformément à la réglementation et il est possible que ces chiffres ne s'additionnent pas, puisque l'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités est fondée sur le nombre moyen de parts en circulation au cours de la période et que tous les autres montants sont établis selon le nombre réel de parts en circulation au moment pertinent. Les notes afférentes aux tableaux figurent à la fin de la rubrique « Faits saillants financiers ».

### Actif net par part du Fonds (\$)¹

	Augmentation (diminution) liée aux activités						Distributions					Actif net, à la clôture de la période¹¹
	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains réalisés pour la période	Gains latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités²)	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions³)	
<b>Série A</b>												
31 déc. 2023	9,54	0,34	(0,08)	(0,02)	0,15	0,39	(0,06)	(0,04)	–	(0,10)	(0,20)	9,74
30 juin 2023	9,34	0,34	(0,15)	0,04	0,36	0,59	(0,10)	(0,08)	(0,06)	(0,16)	(0,40)	9,54
30 juin 2022	10,92	0,29	(0,17)	0,04	(1,42)	(1,26)	(0,08)	(0,08)	–	(0,24)	(0,40)	9,34
30 juin 2021	10,41	0,20	(0,17)	0,07	0,74	0,84	(0,04)	(0,08)	–	(0,28)	(0,40)	10,92
30 juin 2020	10,55	0,20	(0,17)	0,04	0,16	0,23	(0,07)	(0,04)	–	(0,29)	(0,40)	10,41
30 juin 2019*	10,00	0,02	(0,11)	0,02	0,83	0,76	(0,02)	(0,02)	–	(0,23)	(0,27)	10,55

\* Les parts de série A ont été lancées le 30 octobre 2018.

**MANDAT PRIVÉ DE RENDEMENT PRUDENT DYNAMIQUE**

Pour la période close le	Augmentation (diminution) liée aux activités						Distributions					Actif net, à la clôture de la période <sup>1)</sup>
	Actif net, à l'ouverture de la période	Total des revenus	Total des charges	Gains (pertes) réalisés pour la période	Gains latents pour la période	Total de l'augmentation (la diminution) liée aux activités <sup>2)</sup>	Revenus nets de placement (hors dividendes)	Dividendes	Gains en capital	Remboursement de capital	Total des distributions <sup>3)</sup>	
<b>Série F</b>												
31 déc. 2023	8,98	0,34	(0,03)	(0,02)	0,14	0,43	(0,09)	(0,04)	–	(0,07)	(0,20)	9,19
30 juin 2023	8,74	0,31	(0,07)	0,04	0,34	0,62	(0,17)	(0,08)	(0,05)	(0,09)	(0,39)	8,98
30 juin 2022	10,16	0,28	(0,08)	0,04	(1,25)	(1,01)	(0,16)	(0,08)	–	(0,16)	(0,40)	8,74
30 juin 2021	9,63	0,19	(0,08)	0,06	0,72	0,89	(0,12)	(0,08)	–	(0,19)	(0,39)	10,16
30 juin 2020	9,71	0,20	(0,07)	0,03	0,14	0,30	(0,16)	(0,04)	–	(0,20)	(0,40)	9,63
30 juin 2019	9,48	0,24	(0,07)	0,03	0,45	0,65	(0,14)	(0,07)	–	(0,20)	(0,41)	9,71
<b>Série I</b>												
31 déc. 2023	9,40	0,33	(0,01)	(0,02)	0,13	0,43	(0,13)	(0,04)	–	(0,07)	(0,24)	9,62
30 juin 2023	9,16	0,34	(0,01)	0,04	0,38	0,75	(0,24)	(0,08)	(0,06)	(0,10)	(0,48)	9,40
30 juin 2022	10,64	0,28	(0,01)	0,04	(1,29)	(0,98)	(0,24)	(0,08)	–	(0,16)	(0,48)	9,16
30 juin 2021	10,09	0,22	(0,01)	0,05	0,77	1,03	(0,20)	(0,09)	–	(0,20)	(0,49)	10,64
30 juin 2020	10,16	0,21	(0,01)	0,03	0,08	0,31	(0,24)	(0,04)	–	(0,20)	(0,48)	10,09
30 juin 2019	9,93	0,25	(0,01)	0,04	0,47	0,75	(0,21)	(0,07)	–	(0,20)	(0,48)	10,16

1) Ces renseignements proviennent des états financiers intermédiaires et des états financiers annuels audités du Fonds. L'actif net par part présenté dans les états financiers peut différer de la valeur liquidative par part. Ces différences sont expliquées à la note 2 afférente aux états financiers du Fonds. La valeur liquidative par part à la clôture de la période est présentée à la rubrique « Ratios et données supplémentaires ».

2) L'actif net par part et les distributions par part sont établis selon le nombre réel de parts en circulation pour une série en particulier au moment pertinent. L'augmentation (la diminution) de l'actif net liée aux activités par part est fonction du nombre moyen pondéré de parts en circulation pour une série donnée au cours de la période.

3) Les distributions ont été versées en trésorerie ou réinvesties dans des parts supplémentaires du Fonds.

**Ratios et données supplémentaires**

Aux	Total de la valeur liquidative (en milliers de \$) <sup>1)</sup>	Nombre de parts en circulation <sup>1)</sup>	Ratio des frais de gestion (RFG) (%) <sup>2)</sup>	RFG avant abandon ou absorption des charges (%) <sup>2)</sup>	Ratio des frais d'opérations (%) <sup>3)</sup>	Taux de rotation du portefeuille (%) <sup>4)</sup>	Valeur liquidative par part (\$) <b></b>
<b>Série A</b>							
31 déc. 2023	508 122	52 191 512	1,66*	1,66*	0,02*	5,09	9,74
30 juin 2023	501 864	52 610 285	1,67	1,67	0,02	7,53	9,54
30 juin 2022	464 659	49 735 472	1,67	1,68	0,02	4,28	9,34
30 juin 2021	437 066	40 037 568	1,67	1,71	0,02	0,60	10,92
30 juin 2020	204 430	19 632 515	1,68	1,76	0,03	4,60	10,41
30 juin 2019	43 676	4 140 940	1,68*	2,08*	0,03	10,21	10,55
<b>Série F</b>							
31 déc. 2023	146 720	15 962 310	0,82*	0,86*	0,02*	5,09	9,19
30 juin 2023	133 299	14 844 520	0,82	0,86	0,02	7,53	8,98
30 juin 2022	135 732	15 523 234	0,82	0,85	0,02	4,28	8,74
30 juin 2021	161 646	15 913 787	0,82	0,87	0,02	0,60	10,16
30 juin 2020	107 238	11 130 242	0,83	0,87	0,03	4,60	9,63
30 juin 2019	75 100	7 736 454	0,83	0,86	0,03	10,21	9,71
<b>Série I</b>							
31 déc. 2023	17 820	1 852 202	0,19*	0,22*	0,02*	5,09	9,62
30 juin 2023	19 502	2 074 371	0,19	0,22	0,02	7,53	9,40
30 juin 2022	22 199	2 423 948	0,19	0,22	0,02	4,28	9,16
30 juin 2021	25 585	2 405 114	0,19	0,22	0,02	0,60	10,64
30 juin 2020	20 925	2 074 260	0,20	0,22	0,03	4,60	10,09
30 juin 2019	19 057	1 874 995	0,20	0,22	0,03	10,21	10,16

\* Annualisé

1) Données à la date de clôture des périodes indiquées.

2) Le ratio des frais de gestion, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre le total des charges (compte tenu de la taxe de vente et compte non tenu des commissions de courtage et des autres coûts de transactions du portefeuille) de chaque série du Fonds et de la quote-part des charges des fonds sous-jacents (les fonds communs de placement, les FNB et les fonds à capital fixe), le cas échéant, pour la période indiquée, et sa valeur liquidative moyenne quotidienne pour la période.

3) Le ratio des frais d'opérations, exprimé en pourcentage annualisé, correspond au rapport entre les commissions de courtage majorées des autres coûts de transactions du portefeuille, des coûts d'emprunt à court terme et des intérêts sur la dette du Fonds et des fonds sous-jacents, le cas échéant, et la valeur liquidative moyenne quotidienne du Fonds pour la période.

4) Le taux de rotation du portefeuille du Fonds indique le degré d'intervention du conseiller en valeurs. Un taux de rotation de 100 % signifie que le Fonds achète et vend tous les titres de son portefeuille une fois au cours de la période. Plus le taux de rotation du portefeuille d'un Fonds est élevé au cours d'une période, plus les frais d'opérations sont élevés et plus les possibilités qu'un investisseur réalise un gain en capital imposable sont grandes. Il n'y a pas nécessairement de lien entre un taux de rotation élevé et le rendement d'un fonds.

## Frais de gestion

Les frais de gestion correspondent à un pourcentage annualisé de la valeur liquidative de chaque série du Fonds. Ils sont comptabilisés quotidiennement et calculés et payés chaque mois. Les frais de gestion couvrent les coûts de gestion du Fonds, les analyses, recommandations et décisions de placement pour le Fonds, l'organisation du placement des titres du Fonds, le marketing et la promotion du Fonds ainsi que la prestation ou l'organisation d'autres services.

La répartition des services reçus en contrepartie des frais de gestion pour chaque série s'établit comme suit, en pourcentage des frais de gestion :

	Frais de gestion (%)	Rémunération des courtiers (%)	Autre <sup>†</sup> (%)
Série A	1,32	52,6	47,4
Série F	0,57	–	100,0
Série I*	s. o.	–	–

\* Les frais de gestion de cette série sont négociés et payés directement par les porteurs de parts concernés et non par le Fonds.

† Services fournis par le gestionnaire, décrits plus haut, sauf la rémunération des courtiers.

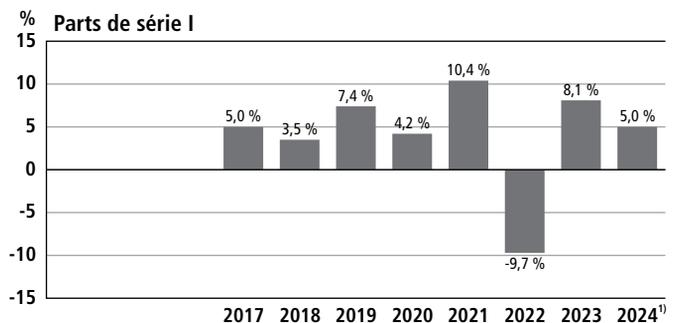
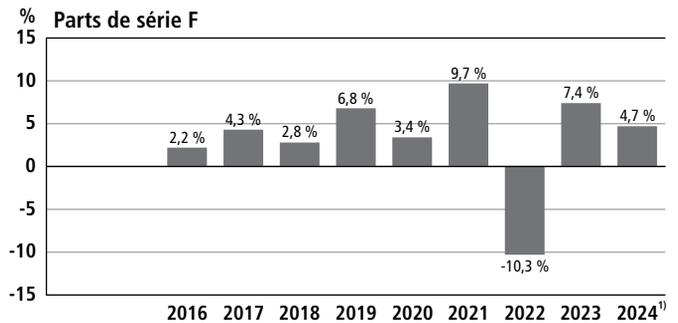
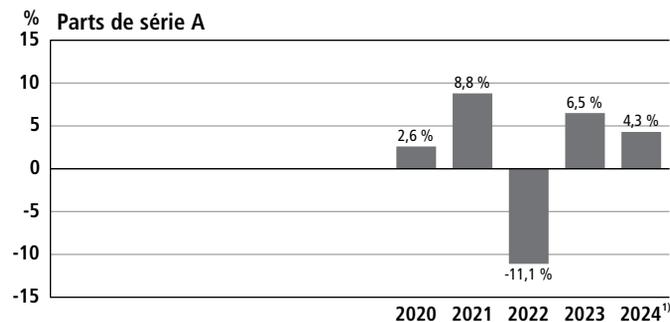
## Rendement passé

Les rendements passés de chaque série sont présentés ci-dessous; ils ne sont pas nécessairement représentatifs du rendement futur du Fonds. L'information présentée suppose que les distributions effectuées par chaque série du Fonds pour les périodes indiquées ont été réinvesties dans des parts additionnelles de la même série. Cette information ne tient pas compte des frais d'acquisition, de rachat, de distribution, ni d'autres frais optionnels qui auraient fait diminuer les rendements.

### Rendements annuels

Les graphiques ci-dessous présentent le rendement pour chaque série du Fonds et la variation du rendement d'un exercice à l'autre. Ils indiquent, sous forme de pourcentage, quelle aurait été la variation, à la hausse ou à la baisse, le dernier jour de chaque exercice, d'un placement effectué le premier jour de l'exercice pour cette série.

(exercices clos les 30 juin)



1) Période de six mois close le 31 décembre 2023.

## Aperçu des titres en portefeuille

Le présent aperçu des titres en portefeuille peut varier en raison des opérations en cours d'exécution. Des mises à jour trimestrielles peuvent être obtenues gratuitement en composant le 1-800-268-8186 ou en consultant notre site Web à l'adresse [www.dynamique.ca](http://www.dynamique.ca) dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre, sauf pour les données au 30 juin, date de clôture d'exercice du Fonds, lesquelles sont disponibles dans les 90 jours suivant cette date.

Le Fonds investit surtout dans des fonds communs de placement gérés par le gestionnaire ou par d'autres gestionnaires de placements. Le prospectus simplifié, la notice annuelle et d'autres renseignements sur les fonds sous-jacents sont disponibles sur Internet à l'adresse [www.sedarplus.ca](http://www.sedarplus.ca).

## Répartition de l'actif à long terme

CATÉGORIE D'ACTIF/ PONDÉRATION CIBLE	COMPOSANTES	PONDÉRATION ACTUELLE	STYLE	GESTIONNAIRES DE PLACEMENTS
Actions 30 %	Mandat privé de dividendes nord-américains Dynamique, série O	15,6 %	Dividendes – valeur	Tom Dicker, Bill McLeod, Jason Gibbs
	Mandat privé de dividendes internationaux Dynamique, série O	16,0 %	Dividendes – de base	Dana Love, Kevin Kaminski
Titres à revenu fixe et titres de créance 70 %	Mandat privé de stratégies actives de crédit Dynamique, série O	19,9 %	Gestion active	Marc-André Gaudreau, Roger Rouleau, Jeremy Lucas
	Mandat privé actif d'obligations de base Dynamique, série O	29,2 %	Gestion active	Bill Kim, Derek Amery, Domenic Bellissimo
	Mandat privé tactique d'obligations Dynamique, série O	19,0 %	Tactique	Philippe Nolet, Romas Budd, Rose Devli
Trésorerie et autres éléments d'actif (de passif) net		0,3 %	s. o.	s. o.

Principaux titres en portefeuille *	Pourcentage de la valeur liquidative
Mandat privé actif d'obligations de base Dynamique, série O	29,2
Mandat privé de stratégies actives de crédit Dynamique, série O	19,9
Mandat privé tactique d'obligations Dynamique, série O	19,0
Mandat privé de dividendes internationaux Dynamique, série O	16,0
Mandat privé de dividendes nord-américains Dynamique, série O	15,6
Trésorerie et instruments à court terme (découvert bancaire)	0,2

\* La législation en valeurs mobilières exige que les 25 principaux placements du Fonds soient présentés; toutefois, le Fonds détient actuellement moins de 25 placements.